

Bilan de l'industrie québécoise du capital de risque pour le 3^e trimestre de 2002

Les montants investis par l'industrie québécoise du capital de risque au troisième trimestre de 2002 étaient moins élevés que ceux du trimestre précédent; des options de sortie qui se font de plus en plus rares dans les marchés des PAPE et des acquisitions sont essentiellement à l'origine de cette situation. Le capital investi a atteint 167 millions de dollars qui ont été répartis entre 94 compagnies entre juillet et septembre, soit une baisse de 16 % par rapport aux 198 millions de dollars au 2^e trimestre, moment où les industries québécoise et canadienne ont connu leur premier grand ralentissement. Comparativement au troisième trimestre de 2001, les mises de fonds de l'industrie québécoise ont aussi baissé de 33 %.

Ces résultats marquent le deuxième trimestre consécutif d'une sérieuse baisse d'activité tant au Québec que dans le reste du Canada depuis que les premiers signes d'affaiblissement du marché se sont manifestés il y a deux ans. Par contre, les activités au Québec s'avèrent plus soutenues que dans l'ensemble du pays, tout au moins sur une base annuelle, puisqu'à l'échelle du pays, les capitaux versés ont chuté de 46 % passant de 884 millions de dollars au 3^e trimestre 2001 à 475 millions de dollars un an plus tard. Les tendances au Québec tout comme ailleurs au Canada sont aussi plus fortes que dans l'industrie américaine où 4,4 milliards de dollars US ont été investis au 3^e trimestre ce qui représente une baisse de 26 % par rapport aux 6,0 milliards de dollars US du 2^e trimestre, et une baisse de 49 % sur les 8,7 milliards de dollars US d'il y a un an.

C'est à une baisse d'activité dans le secteur des sciences de la vie que l'on doit des taux de capital investi au Québec moins élevés au 3^e trimestre, bien que le Québec ait continué à attirer la plus grande part des investissements canadiens dans ce secteur, soit 58 %. L'industrie a montré un regain d'intérêt pour les entreprises de communications au troisième trimestre, surtout au Québec où ce secteur a reçu 26 % des mises de fonds. En outre, les capitaux étrangers destinés à des transactions au Québec se sont faits considérablement plus nombreux au cours de cette période, pour la première fois depuis le début de 2001.

Pour ce qui est de la mobilisation de fonds par l'industrie canadienne, les nouvelles sont toujours encourageantes, surtout pour les sociétés en commandite (SC) gérées par des fonds privés-indépendants. À la fin septembre, les nouveaux capitaux engagés dans des SC avaient atteint 707 millions de dollars, soit 46 % de plus que les 483 millions de dollars mobilisés dans toute l'année 2001, ce qui laisse supposer que les fonds privés-indépendants entendent se trouver dans une solide position de liquidité juste à temps pour la prochaine remontée du marché.

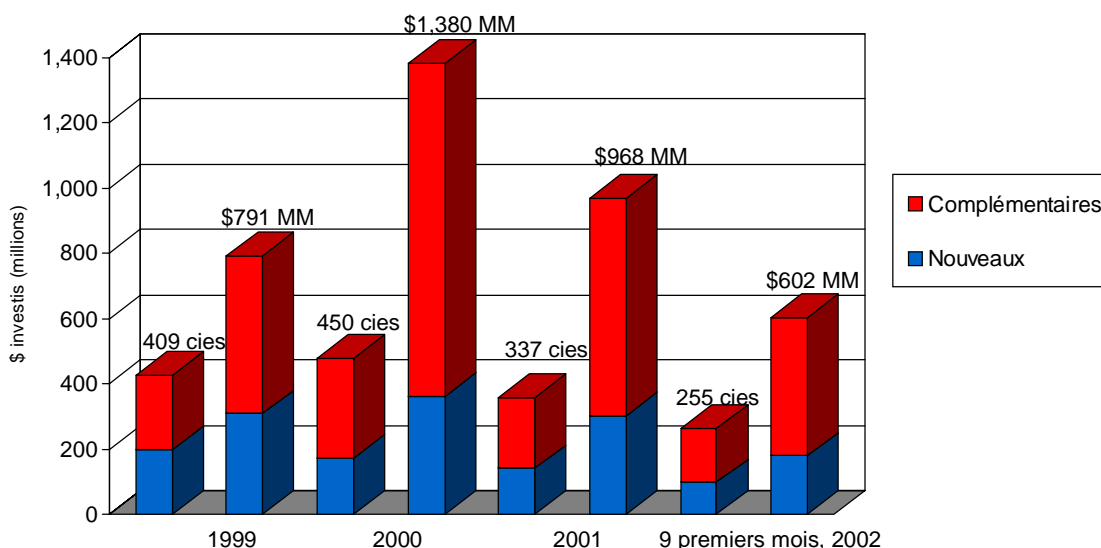
Avis de modification des données

Pour rester à la pointe des tendances dans l'industrie québécoise et canadienne du capital-risque, Macdonald & Associates met constamment à jour toute l'information financière sur les compagnies. Pour cette raison, les données d'ensemble actuelles et historiques sont sujettes à modification. Les usagers du site Web doivent, par conséquent être à l'affût des révisions apportées aux statistiques trimestrielles et annuelles pour l'ensemble de l'industrie et pour les catégories particulières.

NOUVEAU RALENTISSEMENT DES ACTIVITÉS DANS L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE AU 3^E TRIMESTRE

Les montants investis par l'industrie québécoise du capital de risque au troisième trimestre de 2002 étaient moins élevés que ceux du trimestre précédent; des options de liquidité de plus en plus rares, surtout dans les marchés des PAPE et des fusions/acquisitions et une légère baisse d'activité dans le secteur des sciences de la vie sont essentiellement à l'origine de cette situation. L'ensemble des mises de fonds a atteint 167 millions de dollars entre juillet et septembre, soit une baisse de 16 % par rapport aux 198 millions de dollars investis au 2^e trimestre, moment où les industries québécoise et canadienne ont connu leur premier grand ralentissement. Au total, 94 compagnies situées au Québec ont reçu un financement au cours de cette période, ce qui représente également une baisse de 11 % par rapport aux 106 compagnies les trois mois précédents.

Nombre de compagnies et \$ investis, Québec



En outre, les niveaux actuels d'investissement de capital-risque au Québec sont nettement plus bas que ceux de la même période en 2001, lorsque 131 compagnies ont obtenu 250 millions de dollars. Ainsi, d'une année à l'autre, les mises de fonds de l'industrie au 3^e trimestre 2002 ont baissé de 33 %.

Ceci dit, l'activité au Québec, dans ce marché en régression, s'avère plus soutenue que dans l'ensemble de l'industrie canadienne, tout au moins sur une base annuelle. À l'échelle du pays, les capitaux versés ont chuté de 46 % passant de 884 millions de dollars au 3^e trimestre 2001 à 475 millions de dollars un an plus tard.

Ces résultats marquent le deuxième trimestre consécutif d'une sérieuse baisse d'activité tant au Québec que dans le reste du Canada depuis que les premiers signes d'affaiblissement du marché se sont manifestés il y a près de deux ans. Cette situation découle essentiellement de la précarité des marchés publics et de ses répercussions sur la valeur des actions technologiques, compte tenu de leur importance pour les voies de sortie. Même si les tendances actuelles au Québec et au Canada se rapprochent davantage de celles qui existent aux États-Unis, ici, l'activité d'un trimestre à l'autre se porte mieux que dans l'industrie américaine où les 4,4 milliards de dollars US investis au 3^e trimestre représentent une baisse de 26 % par rapport aux 6,0 milliards de dollars US investis au 2^e trimestre. En outre, les mises de fonds de l'industrie américaine au troisième trimestre ont chuté de 49 % par rapport aux 8,7 milliards de dollars US d'il y a un an.

Jusqu'ici en 2002, l'industrie québécoise a attribué 602 millions de dollars à 255 entreprises. Malgré que les résultats à ce jour sont loin des 781 millions de dollars investis dans la même période de neuf mois en 2001, l'industrie québécoise maintient toujours son avance sur les 528 millions de dollars homologués à la fin de septembre 1999, qui faisait pressentir le climat intensif d'activité d'investissement de 2000, ce qui est également le cas dans le reste du Canada. Par contraste, les mises de fonds aux États-Unis sont maintenant plus proches de celles du début de 1998.

De plus en plus les professionnels québécois du capital-risque se voient contraints de viser des horizons plus longs pour les sorties, partiellement en conservant les ressources et partiellement en mettant en œuvre des stratégies pour aider les sociétés de portefeuille à survivre ou à reprendre le dessus dans le climat de baisse actuel. Dans une certaine mesure, cet état de choses s'est une fois encore manifesté dans les préférences comparativement marquées de l'industrie québécoise pour les investissements subséquents qui ont absorbé 77 % de toutes les mises de fonds au 3^e trimestre.

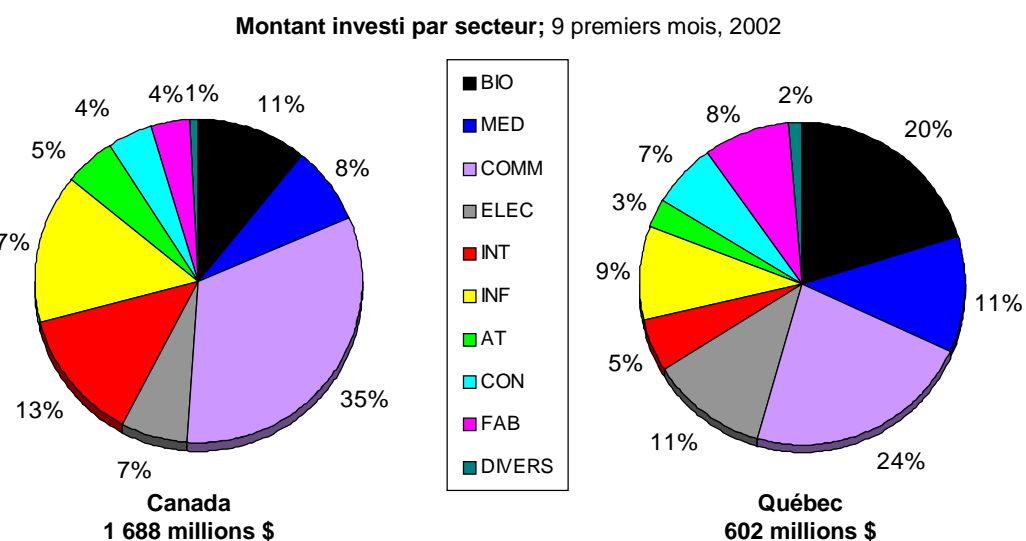
Comme ce fut le cas au 2^e trimestre de cette année, l'activité de l'industrie québécoise étant assez soutenue, par rapport au reste du pays, elle s'est taillée une part supérieure à la moyenne des capitaux canadiens destinés aux compagnies situées au Québec au cours du troisième trimestre, soit 35 %. Ce niveau dépasse largement la part d'un quart habituellement capturée par la province ces dernières années. Le Québec est toujours en tête dans l'industrie canadienne pour ce qui est du nombre de compagnies financées par le capital-risque, celles-ci comptant pour 51 % du total national. Le gros des mises de fonds est allé dans la région métropolitaine de Montréal où 56 entreprises locales se sont vu attribuer 135 millions de dollars.

Se situant à 1,8 million de dollars, la moyenne des fonds investis par compagnie au Québec est demeurée pratiquement inchangée en juillet-septembre, comparée à celle de 1,9 million de dollars du 2^e trimestre de cette année et du 3^e trimestre de 2001.

LES SECTEURS DES SCIENCES DE LA VIE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC DOMINENT AU 3^E TRIMESTRE

Malgré la descente à pic des investissements sectoriels au cours du deuxième trimestre de 2002 et des prédictions d'avenir peu reluisantes pour les entreprises émergentes, les communications et les réseaux ont remonté quelque peu la pente au 3^e trimestre dans toute l'industrie canadienne, ce qui fut aussi le cas au Québec où 6 entreprises de communications ont attiré 44 millions de dollars, soit près du double des 23 millions de dollars investis entre avril et juin et une hausse par rapport aux 37 millions de dollars investis au troisième trimestre de 2001.

Les mises de fonds dans le secteur des communications au 3^e trimestre sont donc passées à 26 % de l'ensemble au Québec, comparativement à la part de 13 % pour toute l'année 2001. C'est aux financements de compagnies plus grandes que l'on doit ce résultat, comme le démontre la transaction notoire engageant ITF Optical Technologies, une compagnie située à Saint-Laurent. En général, cette situation témoigne bien des attentes qu'entretiennent toujours les professionnels québécois, canadiens et américains du capital-risque quant à la viabilité des possibilités de transactions dans des sous-secteurs clés comme les communications et les réseaux.



Ceci dit, en juillet-septembre, la biotechnologie, ainsi que d'autres sciences de la vie, ont été à nouveau les secteurs de pointe au Québec, attirant 49 millions dans 19 compagnies, soit une part de 29 % de tout le capital investi. Ceci s'est produit en dépit du fait que, en termes absolus et relatifs, l'activité dans ce secteur a chuté par rapport au trimestre précédent alors que 25 entreprises québécoises avaient attiré 86 millions de dollars, soit 43 % des déploiements de l'industrie. Il est intéressant de constater qu'au cours du 3^e trimestre 2002, les investissements dans les sciences de la vie se sont rapprochés beaucoup plus de ceux de la même période l'année précédente lorsque 18 compagnies avaient absorbé 43 millions de dollars.

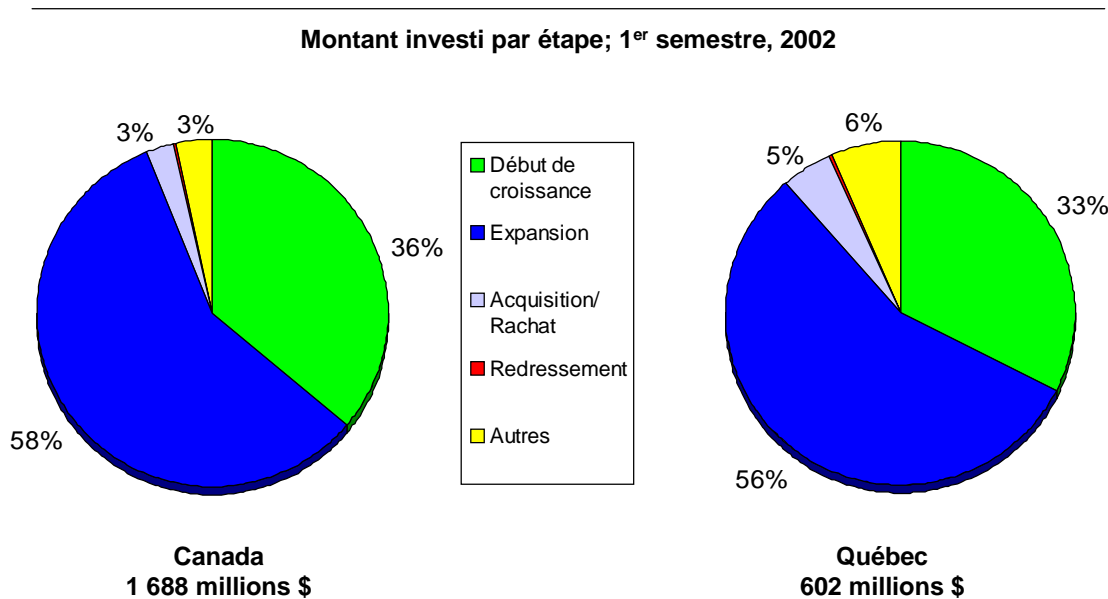
Il reste que le Québec demeure au cœur de l'activité de l'industrie canadienne dans le secteur des sciences de la vie, s'attirant 58 % des 85 millions de dollars destinés à ce secteur dans tout le pays au cours du troisième trimestre. Le Québec compte aussi 53 % des compagnies financées par du capital-risque dont, parmi elles, Gemin X Biotechnologies de Montréal et Phytobiotech de Laval. Le financement moyen de 2,6 millions de dollars a été inférieur aux 3,4 millions de dollars enregistrés le trimestre précédent; les entreprises biopharmaceutiques, pour leur part, ont pratiquement dominé l'activité ce trimestre, absorbant 84 % des mises de fonds.

Ailleurs dans les TI au Québec, 10 compagnies dans les semi-conducteurs, l'électronique et le matériel informatique ont reçu 18 millions de dollars au troisième trimestre, soit 11 % du capital investi, une bonne partie allant au financement d'Amphitech International. D'autre part, 12 compagnies de produits logiciels ont reçu 11 millions de dollars et 6 compagnies liées à Internet ont elles aussi obtenu 11 millions de dollars, notamment l'entreprise Microids Participations.

Tel qu'indiqué plus haut, le secteur des communications revigoré a retrouvé sa place de premier plan à l'échelle du pays entre juillet et septembre, s'emparant de la plus grande part des ressources de l'industrie canadienne (26 %); le secteur des logiciels est venu en deuxième position (20 %), suivi de celui des sciences de la vie (18 %), puis des semi-conducteurs, de l'électronique et du matériel informatique (11 %) et des compagnies à vocation Internet (10 %).

LES EXPANSIONS AU QUÉBEC ABSORBENT LA PLUPART DES RESSOURCES

Au Québec, les compagnies en expansion ont gagné un terrain considérable au troisième trimestre, tout comme elles l'ont fait au cours des six premiers mois de l'année. Pilotées par des transactions engageant ITF Optical Technologies, Gemin X Biotechnologies et Microids Participations, 35 compagnies en expansion ont attiré 107 millions de dollars, soit près des deux tiers des investissements. Pour donner une idée de cette tendance à la hausse : en tout, à ce jour en 2002, 99 compagnies en expansion au Québec ont reçu 339 millions de dollars, soit presque le même montant en dollars absolus qu'elles avaient obtenu pendant toute l'année 2001.

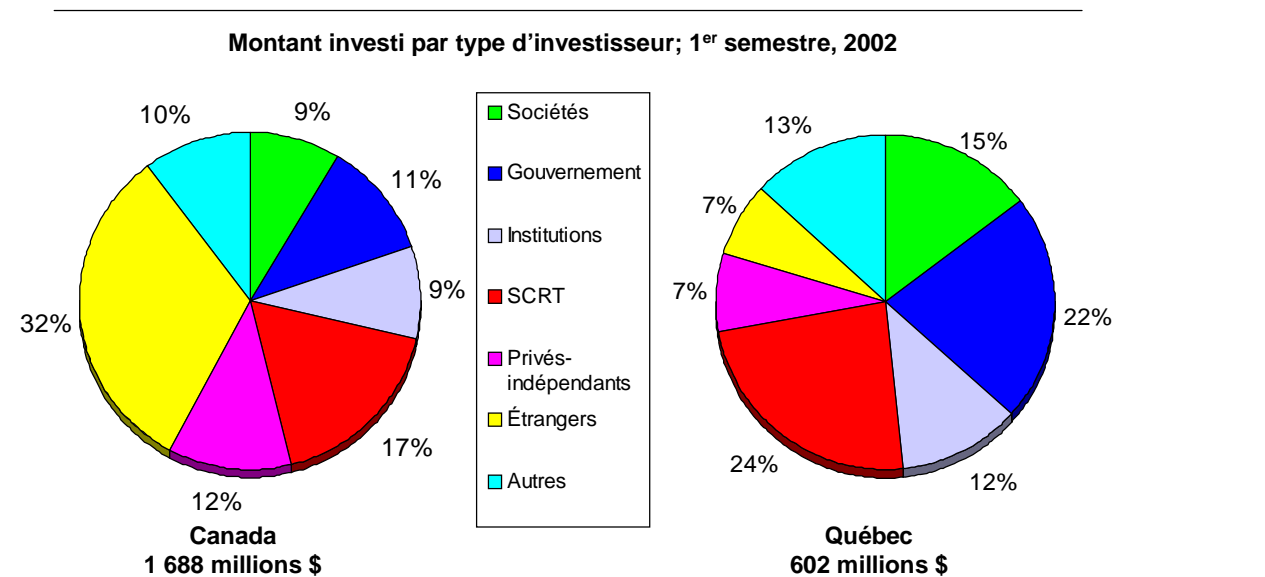


Pour ce qui est du nombre total, ce sont les compagnies au début de leur stade de développement qui ont encore capté l'attention de l'industrie québécoise au troisième trimestre; en effet, 48 % des 94 compagnies qui ont reçu un financement entrent dans cette catégorie. Les transactions de compagnies en prédémarrage, en démarrage et en début de croissance ont aussi absorbé 45 millions de dollars, soit 27 % des mises de fonds globales, performance qui s'aligne sur celle du deuxième trimestre. Cette fois-ci, la plus grande sous-catégorie a été celle des compagnies en démarrage qui se sont attiré 64 % des ressources destinées à ce groupe, soit 29 millions de dollars, comme en témoigne la transaction engageant Phytobiotech.

Ce trimestre, l'orientation par phase a été un peu plus marquée dans l'ensemble de l'industrie canadienne, où l'on a pu voir des compagnies particulièrement jeunes absorber 40 % de toutes les mises de fonds, soit 191 millions de dollars, alors qu'une plus petite fraction de compagnies en expansion obtenait une part de 53 %, soit 253 millions de dollars.

HAUSSE DE L'ACTIVITÉ ÉTRANGÈRE AU QUÉBEC AU 3^E TRIMESTRE

Le taux de participation étrangère à des transactions de l'industrie québécoise a considérablement grimpé au troisième trimestre, portant les mises de fonds étrangères combinées à 43 millions de dollars depuis janvier. Seulement au cours du 3^e trimestre, les sources non-résidentielles – constituées essentiellement de capital de risque américain ou européen et de groupes stratégiques américains – ont fait bénéficier 8 compagnies situées au Québec de financements de 23 millions de dollars, dont les plus notoires venaient de consortiums de sources canadienne et étrangère destinés à Gemin X Biotechnologies et ITF Optical Technologies. C'est là une bien meilleure performance que les 3 millions de dollars enregistrés au deuxième trimestre de cette année et les 20 millions de dollars du troisième trimestre de l'année dernière; un fait digne de mention si l'on considère le nombre généralement peu élevé d'investissements étrangers au Québec depuis le début de 2001.



Tenant compte d'un marché qui tourne au ralenti, les groupes d'investisseurs et les fonds québécois ont continué de jouer de prudence au troisième trimestre, par rapport à la même époque l'année dernière. Cependant, la diversité des acteurs locaux de l'industrie a, une fois de plus, contribué à niveler la distribution de l'activité, situation renforcée par de plus grands apports de capitaux étrangers. Cette fois-ci, ce sont les fonds des entreprises qui viennent en tête au Québec avec des déploiements de 42 millions de dollars, soit un quart du total, suivis par les sociétés à capital de risque des travailleurs (SCRT) et les investisseurs institutionnels avec 31 millions de dollars chacun, puis les fonds gouvernementaux avec 21 millions de dollars et, en bout de piste, les fonds privés-indépendants avec 14 millions de dollars.

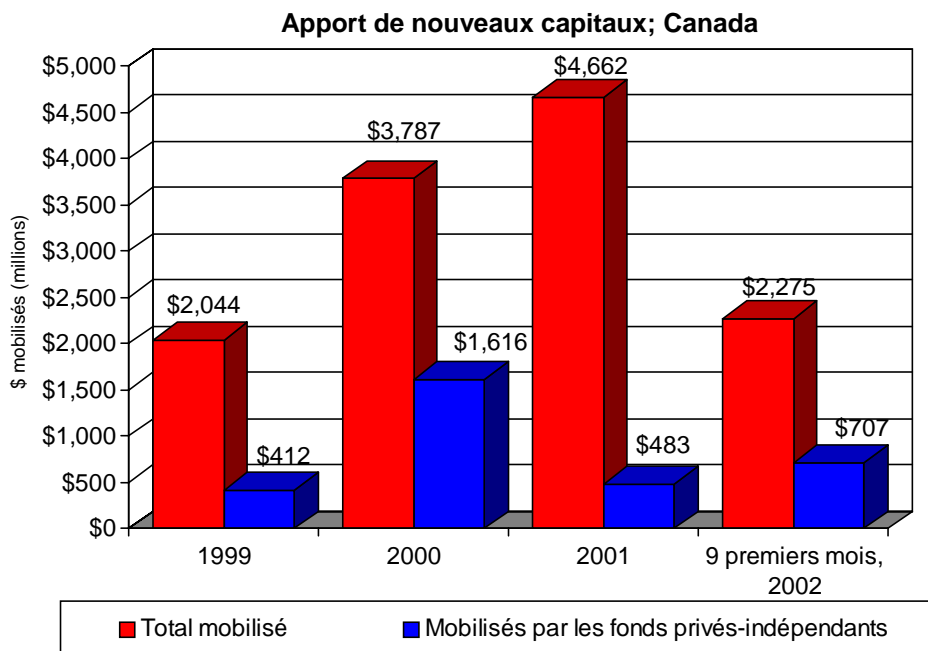
Avec des investissements de 101 millions, l'activité étrangère s'est bien comportée à l'échelle nationale par rapport au dernier trimestre, mais elle est quand même inférieure de 59 % aux 244 millions de dollars d'il y a un an, ce qui contraste avec la situation au Québec. Faisant preuve d'une prudence comparable à celle de leurs homologues québécois, les SCRT sont venues en tête de l'industrie canadienne au troisième trimestre, ayant investi \$113 millions de dollars, suivies par les fonds privés-indépendants avec 82 millions de dollars, puis les fonds d'entreprises avec 68 millions de dollars, les investisseurs institutionnels avec 58 millions de dollars, et enfin les fonds gouvernementaux avec 37 millions de dollars.

LES SC PRIVÉES SONT SUR LE POINT DE BOUCLER UNE ANNÉE RECORD

Comparativement au dynamisme impressionnant qui a caractérisé les levées de fonds des six premiers mois de 2002, le troisième trimestre a été relativement tranquille sur ce plan dans l'industrie québécoise et canadienne du capital de risque. Entre juillet et septembre 188 millions de dollars en nouveaux engagements de capitaux sont venus s'ajouter à l'inventaire de l'industrie, portant l'apport cumulatif jusqu'à ce jour à 2,3 milliards de dollars.

Encore une fois, l'aspect le plus éloquent, à ce titre, est le succès qu'ont connu les sociétés en commandite (SC) gérées par des fonds privés-indépendants de tous les coins du pays, qui ont mobilisé un montant additionnel de 139 millions de dollars au troisième trimestre. Quand on ajoute ce nouvel approvisionnement de capital, dont la plus grande part est attribuable à MM Venture Partners, aux fonds préalablement mobilisés par d'autres SC, l'on constate que les fonds privés-indépendants ont recueilli, en tout, 707 millions de dollars après neuf mois, soit 46 % de plus que les 483 millions de dollars mobilisés pendant toute l'année 2001.

Cette prouesse est d'autant plus incroyable qu'elle a été réalisée à un moment où les transactions dans l'industrie québécoise et canadienne s'amenuisent. Il semble évident que les principaux fonds privés-indépendants, de même que d'autres acteurs de l'industrie, n'ont qu'une chose en tête, soit de renforcer leur position de liquidité afin d'être prêts pour la prochaine reprise du marché, aidés par leurs sources d'approvisionnement, dont une poignée de caisses de retraite du secteur privé et du secteur public qui sont entrées dans le marché du capital-risque, ou qui y sont revenues, ces derniers mois.



C'est pour cela qu'une année record semble être à la portée des SC gérées par des fonds privés-indépendants, année qui pourrait se terminer avec de nouvelles ressources pouvant atteindre les 800 à 900 millions de dollars, selon la clôture de plusieurs initiatives exceptionnelles. Les apports des fonds privés-indépendants ont été plus substantiels seulement en 2000 alors qu'ils se chiffraient à 1,6 milliard de dollars.